

## A propos d'un certain débat

Dans le monde, beaucoup aimeraient avoir les conditions démocratiques, sociales et économiques des Français.

Et il y a dans les criaileries des uns et des autres de nos concitoyens quelque chose d'indécent. Il est vrai que le taux d'abstention aux cantonales pose une vraie question, et que les résultats peuvent interroger. Pour autant, notre pays regorge de foyers de discussions politiques... club, association, familles, sites sur le net... qui permettent à beaucoup de réfléchir et de nourrir la vie publique. C'est le fonctionnement de notre système politique qui est en difficulté.

Reste qu'une véritable démocratie ne peut exister sans que les élus aient une autorité reconnue de tous. Leur absence actuelle d'autorité peut tenir à leur propre incompétence, mais aussi à notre incapacité de penser la démocratie au XXIème siècle.

De fait, la vie publique n'est plus la même depuis que les moyens de transport et de communication ont réduit le monde à être un village global où -qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas-, les marchandises et les personnes circulent, s'échangent et construisent lentement une réalité nouvelle.

La politique doit penser "global"... et même, bien commun de l'humanité : on ne peut pas réfléchir aujourd'hui sans tenir compte de la nécessité de nourrir tous les humains ou sans lutter contre le réchauffement climatique. Jouer chacun pour soi, c'est se tirer une balle dans le pied. Vaillie que vaillie, les Européens commencent à le comprendre au niveau européen, et il est déjà temps de le penser au niveau du monde.

Nous, citoyens, nous pensons souvent « local », non pas de manière égoïste (nous sommes souvent généreux), mais à partir de nous-mêmes... Et nous exigeons de voir les politiques nous défendre, même dans les domaines qui leur échappent. Très souvent, nous aimerions qu'ils prennent soin de nos problèmes particuliers et qu'ils nous permettent de vivre une vie sans risques, et même, quelquefois, sans contraintes. La peur, même masquée, est souvent au cœur de nos exigences. Comment lier le penser global et l'agir local ? C'est sans doute le problème d'aujourd'hui. Pendant longtemps, les politiques ont pensé que les solutions étaient techniques et scientifiques. Notre Révolution vénérat la Raison. La science est à la fois universelle et d'usage local. Ceci a permis d'importants progrès, mais a conduit aussi à des catastrophes... et à ce formidable sentiment que les hommes "concrets" ont de ne plus être au centre du débat. Devant la complexité de certains problèmes, certains hommes politiques font dans la technique, d'autres dans le populisme, marquant par là leur désarroi plus que leur mépris du peuple.

La laïcité, dans notre pays, a servi le progrès, c'est incontestable... mais elle a aussi contribué à oublier que l'homme cherche un sens à sa vie, a des valeurs, des religions et que ceci aussi est vital. La France a grandi parce qu'elle se voulait universelle en refusant de prendre en compte les particularités de chacun. Nous sommes devenus le peuple le plus pessimiste d'Europe, parce que nous n'arrivons plus à créer du lien social, et c'est normal puisque nous refusons (quelquefois même au mépris de nos propres lois) que chacun puisse apparaître comme il est dans le débat public. Le débat actuel sur l'Islam ne trompe personne... pour toute une partie de ceux qui veulent le mener, c'est largement un combat d'arrière-garde –un combat du XXIème siècle qui ne veut pas regarder

l'humanité concrète de nos concitoyens-... en fait, ce combat est un combat contre tous les croyants, contre toutes les particularités.

Et qu'on ne dise pas que ce n'est pas vrai. Prenons un seul exemple : combien de fois des établissements de l'Éducation Nationale et les Universités refusent-ils que les catholiques affichent des informations, au prétexte, non exprimé, qu'ils ne veulent pas que les musulmans le fassent ?

Il y a quelques années, contre tout bon sens, des politiques ont voulu refuser un débat sur la place du christianisme dans notre histoire : Ce révisionnisme politique conduit à ce qui fait peur aujourd'hui : la France veut intégrer des citoyens à une histoire qu'elle refuse de voir en face. Pour qu'il y ait débat, naissance, il faut oser la confrontation démocratique avec chacun, tel qu'il est. En acceptant notre histoire et en accueillant, autant que faire se peut, ce que les temps actuels peuvent apporter à cette histoire.

Le goût de l'universel –puisque telle est notre spécificité française- ne peut se vivre dans un monde globalisé qu'avec une certaine humilité, l'acceptation du génie de notre histoire et de notre langue, le débat fraternel (la fraternité fait partie de notre devise), l'ancrage en Europe et l'ouverture au monde.

Mgr Michel Dubost  
Évêque d'Évry – Corbeil-Essonnes  
Le 29/03/2011